

Le 17 septembre 2020

par courriel

Le très hon. Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Immeuble Langevin  
Chambre des communes  
Ottawa, ON K1A 0A6

OBJET : Fermetures à venir en raison de la pandémie et répercussions possibles sur les professions de la santé et les Canadiens

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom de l'Extended Healthcare Professionals Coalition (EHPC) — une coalition de 11 organisations professionnelles nationales de la santé — nous écrivons aujourd'hui pour demander que les prestataires de soins de santé réglementés que nous représentons soient classés comme essentiels et autorisés à fournir des soins aux Canadiens si des fermetures futures sont jugées nécessaires. De plus, ces soins ne devraient pas se limiter aux soins d'urgence, comme c'était le cas dans de nombreuses provinces et territoires au cours des confinements antérieurs, liés à la COVID-19.

Nos membres sont des prestataires de soins de santé primaires réglementés. Ils ont accès à des directives de santé publique et à des protocoles de contrôle des infections pour guider leur pratique et fournir en toute sécurité les soins dont les Canadiens continueront d'avoir besoin, même en temps de pandémie.

La pandémie a eu un impact énorme sur la santé de nombreux Canadiens, bien au-delà des effets du virus lui-même. Nous savons que de nombreux Canadiens ont dû reporter ou interrompre des traitements pour diverses maladies, qu'elles soient aiguës ou chroniques, en raison des mesures adoptées pour ralentir la propagation de la COVID-19. Par conséquent, la santé de nombreux Canadiens a déperé, la douleur a persisté ou a augmenté, la santé mentale s'est détériorée et aucun traitement préventif ou d'entretien n'a été fourni. Le manque d'accès aux soins de santé nécessaires est un problème de longue date pour les populations vulnérables, celles qui souffrent de problèmes de santé chroniques complexes et celles qui vivent dans les régions rurales et éloignées de notre pays. Or, la pandémie leur rend l'accès encore plus difficile. De nombreux Canadiens auront besoin de soins plus complexes et plus coûteux et passeront plus de temps à se rétablir et à quitter le marché du travail s'il y a des retards continus dans l'accès aux services en raison de fermetures obligatoires.

De plus, la fermeture de ces services de santé jugés non essentiels a eu des répercussions économiques importantes pour les professions que nous représentons. Bon nombre d'entre elles ont dû mettre à pied du personnel de façon temporaire ou permanente pour survivre à une période de fermeture ou de prestation de soins d'urgence seulement. Les fermetures ont également entraîné des coûts supplémentaires pour le gouvernement, car le personnel mis à pied et les cliniques ayant des activités réduites ont eu accès entre autres à la Prestation d'urgence du Canada et à la Subvention salariale d'urgence du Canada. Dans un récent

sondage mené par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, les petites entreprises du secteur de la santé s'attendaient à ce que la nouvelle norme leur coûte entre 0 % et 50 % par mois, tandis que seulement 1 % ont dit ne pas s'attendre à des dépenses supplémentaires. Des éclosions récurrentes entraînant des contraintes d'arrêt semblables signifieraient la fermeture permanente d'un grand nombre de ces fournisseurs de soins de santé qui sont aussi de petites entreprises. Seize pour cent des petites entreprises du secteur de la santé envisagent la faillite ou la fermeture. La majorité des petites entreprises du secteur de la santé qui envisagent ces options ont indiqué, comme principale raison, que leur entreprise n'était plus viable (71 %).<sup>1</sup>

Les prestataires de soins de santé que nous représentons jouent un rôle essentiel dans le maintien de la santé de la main-d'œuvre canadienne. Ils fournissent des services de prévention et de traitement dont le coût n'est pas remboursé par nos systèmes de santé, mais par les Canadiens eux-mêmes et leurs régimes d'assurance maladie complémentaire. Sans accès rapide aux soins, un plus grand nombre de personnes risquent de devenir malades, ce qui alourdira le fardeau du système de santé public.

L'EHPC tient à souligner les efforts considérables déployés par le gouvernement du Canada, les provinces et les territoires pour obtenir des approvisionnements sûrs en équipement de protection individuelle (EPI) et en fournitures médicales, ainsi que les investissements réalisés pour mettre au point et distribuer un vaccin contre la COVID-19 une fois qu'il sera disponible. Cela dit, nos membres ont également travaillé sans relâche pour se procurer leurs propres EPI (souvent à des coûts prohibitifs), car ils n'étaient habituellement pas en mesure d'accéder aux stocks du gouvernement. Il s'agit d'une dépense supplémentaire qui est assumée directement par les fournisseurs de soins de santé, plutôt que par le système public d'assurance.

En terminant, l'EHPC demande au gouvernement de veiller à ce que les fournisseurs de soins de santé que nous représentons soient reconnus comme essentiels et puissent rester à la disposition des Canadiens qui ont besoin de leurs services en cas de reconfinement. Cette reconnaissance aidera à faire en sorte que les Canadiens puissent avoir accès en toute sécurité aux services dont ils ont besoin pour demeurer en santé et ainsi subvenir à leurs besoins, à ceux de leur famille et à ceux des collectivités dont ils font partie.

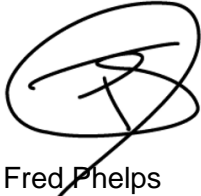
Les membres de l'EHPC aimeraient avoir l'occasion de mener d'autres consultations sur cette question d'une importance cruciale pour les Canadiens, l'économie et les professionnels de la santé du Canada. Un représentant de l'EHPC effectuera un suivi auprès de votre bureau concernant cette demande. Veuillez adresser vos réponses au président actuel de l'EHPC, Fred Phelps, au [fred.phelps@casw-acts.ca](mailto:fred.phelps@casw-acts.ca).

---

<sup>1</sup> Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Vérification de la réouverture des petites entreprises du secteur de la santé, juillet 2020

Cordialement,

Les membres de l'EHPC



Fred Phelps  
Directeur général  
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux



Ondina Love, CAE  
Directrice générale  
Association canadienne des hygiénistes dentaires



François Couillard  
Chef de la direction  
Association canadienne des optométristes



Hélène Sabourin  
Directrice générale  
Association canadienne des ergothérapeutes



**CAOT · ACE**

Canadian Association of Occupational Therapists  
Association canadienne des ergothérapeutes

Alison Dantas, MA, CEC, C. Dir.  
PDG, ACC  
Association chiropratique canadienne

Association  
chiropratique  
canadienne



Canadian  
Chiropractic  
Association <sup>TM/MC</sup>

James Armstrong, BSc, MBA, DMD  
Président  
Association dentaire canadienne



ASSOCIATION  
DENTAIRE  
CANADIENNE

K.R. Cohen Ph.D., C. Psych.  
Directrice général  
Société canadienne de psychologie

CANADIAN  
PSYCHOLOGICAL  
ASSOCIATION



SOCIÉTÉ  
CANADIENNE  
DE PSYCHOLOGIE



JP Cody-Cox  
Directeur général  
Association canadienne de physiothérapie



Dawn Wilson  
Directrice Générale  
Orthophonie et Audiologie Canada



Nathalie Savoie, MBA, RD/Dt.P.  
Directrice générale  
Les diététistes du Canada



Joelle Walker  
Vice-présidente, affaires publiques  
Association des pharmaciens du Canada



CANADIAN  
PHARMACISTS  
ASSOCIATION

ASSOCIATION DES  
PHARMACIENS  
DU CANADA

### **Profil de l'Extended Healthcare Professionals Coalition (EHPC)**

L'EHPC vise à améliorer la santé et le bien-être de tous les Canadiens, à promouvoir l'excellence et l'innovation dans la recherche, l'éducation et la pratique en santé et à favoriser l'avancement, le développement, la diffusion et l'application des connaissances qui font progresser la santé, les services sociaux et le bien-être des Canadiens.

Nos membres comprennent :

- Association canadienne des ergothérapeutes
- Association canadienne des hygiénistes dentaires
- Association canadienne des optométristes
- Association canadienne des physiothérapeutes
- Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
- Association chiropratique canadienne
- Association dentaire canadienne
- Association des pharmaciens du Canada
- Les diététistes du Canada
- Orthophonie et Audiologie Canada
- Société canadienne de psychologie

cc: Hon. Erin O'Toole, chef de l'opposition  
Hon. Patty Hajdu, ministre de la Santé  
Hon. Michelle Rempel Garner, porte-parole en  
matière de santé

Hon. Chrystia Freeland, ministre des Finances  
Hon. Pierre Poilievre, porte-parole en matière de  
finance  
Dr. Theresa Tam, administrateur en chef de la  
santé publique